

Guyane : à Kourou, les grévistes occupent la base spatiale

Le collectif a été rejoint par des élus pour réclamer un « plan d'urgence » de 3 milliards d'euros pour la Guyane.

LE MONDE | • Mis à jour le | Par Laurent Marot (Kourou, envoyé spécial)

[Réagir](#) [Ajouter](#)

Partager (21) [Tweeter](#)

image: <http://s2.lemde.fr/image2x/201>



Le collectif qui mène les mouvements sociaux en Guyane depuis quinze jours a le sens des symboles et de la mise en scène : mardi 4 avril, peu avant de lancer la marche sur la route qui mène au Centre spatial guyanais (CSG), une sculpture - un grand poing levé - a été inaugurée sur le rond-point occupé depuis quinze jours par les grévistes, une référence au « *poing levé de Nelson Mandela le jour de sa libération le 11 février 1990, et aux deux athlètes noirs américains aux JO de 1968* », a expliqué à la tribune José Mariéma, l'un des leaders du collectif des grévistes. Plusieurs milliers de personnes ont ensuite marché vers le CSG. En tête de cortège, Les 500 frères contre la délinquance et leurs cagoules noires, encadrant le maire de Kourou, ceint de son écharpe tricolore, suivis par les robes noires des avocats, puis les costumes rouge vif des Amérindiens, avançant au son des tambours kalina, l'un des six peuples autochtones de Guyane.

Un sit-in dans la base spatiale

Le 22 mars, au même endroit, des élus et des manifestants qui souhaitaient rencontrer le directeur du CSG avaient été repoussés par des gaz lacrymogènes. Le directeur de cabinet et la première adjointe au maire de

Kourou avaient été aspergés directement au visage par un gendarme. Ce mardi, les forces de l'ordre avaient été positionnées plus loin, peu avant le rond-point d'accès au centre administratif de la base spatiale, et il n'y a pas eu d'échauffourées. Après discussion, Didier Faivre, le directeur du CSG, a reçu une délégation du collectif, accompagnée d'élus. « *Vos fusées décollent, mais notre Guyane reste au sol* », a expliqué à l'adresse du directeur du CSG Manuel Jean-Baptiste, porte-parole du collectif des Iguanes de l'Ouest guyanais. « *Nous savons que votre voix est très bien entendue par les plus hautes institutions françaises, nous exigeons le plan d'urgence pour la Guyane, sinon votre activité restera bloquée* », a ajouté le porte-parole.

Lire aussi : [Mikaël Mancée, le « visage » de la révolte guyanaise](#)

Le collectif des grévistes a donc demandé à Didier Faivre d'appeler sa tutelle nationale et européenne pour « *apporter des solutions* » au conflit en cours. En déplacement aux Etats-Unis, Jean-Yves Le Gall, le président du Centre national d'études spatiales (CNES), l'agence française de l'espace, devrait arriver jeudi en Guyane. Le collectif a alors annoncé son intention de rester dans la salle de réunion, au CSG, dans l'attente de la réponse des responsables du spatial et du conseil des ministres de mercredi, à Paris. Les élus présents – le président de la collectivité territoriale de Guyane, un député, un sénateur, les maires de Kourou et Saint-Laurent-du-Maroni – sont restés sur place « *par solidarité* », ont indiqué au *Monde* deux d'entre eux. Les « *autorités ne sont pas autorisées d'introduire de la nourriture sur le site* » pour la délégation et les élus, a précisé mardi soir au *Monde* maître Magali Robo-Cassilde, bâtonnier de l'ordre des avocats de Guyane.

Trois milliards d'euros revendiqués

Au cœur du désaccord entre le gouvernement et le collectif, le montant du plan d'urgence : Paris propose un peu plus de 1 milliard, la contre-proposition des grévistes, réévaluée après une rencontre lundi avec l'association des maires, dépasse les 3 milliards. Ecartés du processus de négociations depuis le début du mouvement, les élus semblent désormais en phase avec le collectif. Le montant revendiqué est « *tout à fait légitime, même si le premier ministre l'a qualifié d'irréaliste* », explique au *Monde* le député Gabriel Serville (Parti socialiste guyanais), depuis le CSG où il s'apprêtait à passer la nuit. « *Ce qui est irréaliste, poursuit le député, ce sont tous ces jeunes guyanais qui sont déscolarisés très tôt, ces bébés qui meurent de maladies nosocomiales à l'hôpital de Cayenne, tous ces jeunes amérindiens qui se suicident sur le Maroni et l'Oyapock, ces habitants qui boivent une eau polluée par le mercure, tous les orpailleurs clandestins dans la forêt qui pillent la Guyane* », ajoute-t-il. « *Ce que tout le monde craint, c'est que la Guyane fasse jurisprudence, en Martinique, Mayotte ou ailleurs, mais le cas de la Guyane n'est pas comparable* », conclut le député.

Lire aussi : [Guyane : la demande des militants est rejetée](#)

Dans son plan d'urgence d'un peu plus de 1 milliard d'euros, le gouvernement propose notamment 250 millions d'euros sur cinq ans pour construire des collèges et lycées, un pont et une quatre-voies de 30 kilomètres pour près de 300 millions d'euros, la construction d'une cité judiciaire à Cayenne et d'une prison à Saint-Laurent, et 90 millions pour la santé. Après analyse, le collectif demande, entre autres, 320 millions d'euros de plus pour les constructions scolaires, une remise à niveau pour la santé et les hôpitaux, un appui supplémentaire aux collectivités locales et un engagement plus important dans l'énergie et le désenclavement du vaste intérieur guyanais, sans routes d'accès à ce jour. Ce plan d'urgence « *est parfaitement réaliste au regard du retard structurel de la Guyane depuis trente ans* », indique au Monde Rodolphe Alexandre, le président de la collectivité territoriale de Guyane (CTG), lui aussi resté au CSG. « *Depuis la décentralisation, toutes les dotations de l'Etat ont été faussées par rapport à la croissance démographique* », ajoute le président de la CTG.

Les travailleurs sociaux sortent de l'ombre

Jour après jour, les revendications des secteurs d'activité et zones de ce territoire grand comme le Portugal sont remontées via des collectifs. Mardi, à Kourou, une centaine de travailleurs sociaux ont fait valoir leurs doléances, marchant avec un bâillon sur la bouche. « *Nous sommes silencieux parce que nous n'avons pas la parole, nous n'entendons pas parler du social* », alerte Marielle Hélène, la présidente de l'Association des assistants sociaux de Guyane. « *Nous n'avons pas le minimum pour travailler, dénonce-t-elle. Nous voulons faire de la prévention, mais nous n'avons pas d'éducateurs de rue, pas assez d'assistants sociaux, quasiment aucune structure dans l'Ouest, pas de foyers de jeunes mères, de jeunes travailleurs. Ce que nous demandons, ce sont des structures de droit, l'application des lois nationales pour protéger les enfants, les jeunes.* »

Par ailleurs, la question de l'évolution institutionnelle a fait irruption dans le débat ce week-end, dans un mouvement centré jusqu'à présent sur l'insécurité, l'éducation, la santé et le développement. « *Perdant de vue ce à quoi la population a apporté son soutien, certains représentants de collectifs revendiquent aujourd'hui un statut d'autonomie* », s'inquiétait mardi dans un communiqué la section de Cayenne de la Ligue des droits de l'homme (LDH). « *Comment ne pas y voir une récupération et une manipulation d'un mouvement populaire au profit de quelques-uns ?* », ajoute la LDH de Cayenne.

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/politique/article/2017/04/05/a-kourou-les-grevistes-occupent-la-base-spatiale_5106275_823448.html#s0D4Z05e4FtLFu7Z.99